

056	UTBM Service communication	Les Echos	13 et 14 septembre 2019
		PEM et région	Territoires d'Innovation - industrie - hydrogène - énergie - appel à projet

# 24 Territoires d'innovation vont se partager 450 millions d'euros

- Le Premier ministre annoncera ce vendredi la liste des 24 lauréats de son appel à projets Territoires d'innovation.
- Un coup de pouce pour faire émerger des projets écologiques dans 6 métropoles, 8 territoires ruraux et 9 villes moyennes.



Romans-sur-Isère, capitale historique de la chaussure, tente de se réinventer grâce à l'économie solidaire, l'innovation et le made in France. Photo Toutatious/CC by SA 3.0

Laurence Albert  
@L\_Albert

Aider les viticulteurs bordelais à sortir de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques. Réduire de 5 % le nombre de véhicules dans la métropole toulousaine. Promouvoir le santé dans la Meuse, la data au Havre ou encore l'agroécologie à Dijon. Eclectique, mais résolument tournée vers l'écologie, la reconversion industrielle et agricole, et le numérique – priorités affichées de l'acte II du quinquennat – la liste des 24 territoires lauréats de l'appel à projets Territoires d'innovation sera dévoilée par l'exécutif ce vendredi. Signe de l'importance accordée au projet, c'est le Premier ministre, Edouard Philippe, lui-même qui en fera l'annonce, en visite dans deux sites lauréats proches de Valence, la Biovallée de la Drôme, et Romans, ancienne capitale de la chaussure.

**Partenariat entre collectivités et entreprises**  
Considérée par l'exécutif comme l'une des actions phares du Programme d'investissement d'avenir (PIA), l'initiative a été dotée d'un

coquette enveloppe de 450 millions d'euros. Quelque 150 millions de subventions seront alloués aux collectivités, chefs de file. Via la Caisse des Dépôts, opérateur de l'Etat, 300 millions d'euros seront également investis en fonds propres : prises de participation au capital d'entreprises, tickets d'investissement dans des start-up dans un fonds d'investissement régional, apport de capital à une société de projet.

La philosophie de l'appel à projets repose sur un droit partenariat entre collectivités et entreprises. Elles seront parfois près d'une centaine à se mettre autour de la table, entre associations, grands groupes, pôles de compétitivité et PME pour déployer des innovations à l'échelle du territoire. Ainsi, la reconversion du port de Dunkerque pour sortir des énergies fossiles mobilisera rien de moins qu'Arcelor, Engie et Suez.

L'Etat, qui avait l'embaras du choix (48 postulants), a tâché de respecter un certain équilibre géographique – Nord et Sud, villes et campagnes. Mais il ne s'agit ici ni de combler des zones blanches ni de venir en aide aux territoires en crise. Plutôt de donner un coup de

pouce décisif à des territoires qu'il suit déjà à la loupe (dans le cadre de ses plans Cœur de ville ou Territoires d'industries) ou dont il juge la reconversion industrielle et l'essor prometteurs.

Ce sont d'ailleurs les territoires qui sont à l'initiative, et qui garderont la main sur leur projet, insiste Matignon, désireux, en cette période, de donner des gages aux citoyens en mal de concertation et aux élus locaux. Charge à ces derniers d'évaluer, à l'aide notamment d'une batterie d'objectifs chiffrés, le déploiement dans le temps et la performance de projets. Lesquels sont parfois inégaux dans leur maturité, comme dans leurs ambitions.

## Nouveaux modèles de développement

Quoi de commun, en effet, entre les 310 millions déployés par l'Île-de-France (120 partenaires) pour repenser le secteur de la construction dans une région en forte tension immobilière, et l'ambition de La Rochelle (82 millions d'euros) de devenir un territoire « zéro carbone » ? Dans le premier cas, l'Etat prévoit 8 millions en subventions et 83 millions de participations poten-

tielles dans des projets d'investissements ; dans le second, son effort se montera respectivement à 7 et 17 millions d'euros. Dans tous les cas, il mise sur un effet de levier.

**Ce sont les territoires qui sont à l'initiative, et qui garderont la main sur leur projet, insiste Matignon, désireux, en cette période, de donner des gages aux élus locaux.**

Mais aussi sur l'émergence de « nouveaux modèles de développement territorial ». Comme à Romans, capitale historique de la chaussure qui, après une période noire, marquée par le départ de ses grands fabricants (Jourdan...) et la crise de 2008, tente de se réinventer grâce à l'économie solidaire (Groupe Archer), l'innovation (les chaussures écologiques et vegan Ector) et le start-up du made in France (jeans 1083). ■

## Une vallée de la Drôme vers l'autonomie énergétique

**Edouard Philippe se rend ce vendredi dans la Biovallée, près de Die, avec une aide de 20 millions d'euros. Objectif : faire des rives de la Drôme un paradis du développement durable.**

Léa Delpont  
—Correspondante à Lyon

La visite de Premier ministre ce vendredi va récompenser l'opiniâtreté de la Biovallée. Il y a deux ans, ce territoire de la Drôme a perdu un premier concours de l'Etat dont le montant total atteignait 450 millions. A dieu les 290.000 euros de dotations pour préparer le dossier de candidature. « On n'a pas eu besoin de se payer des consultants, on a montré qu'on était capable de faire tout seul », se félicite Philippe Huyghe, président de cette association portée par trois intercommunalités rurales dans la Drôme.

Une centaine d'habitants, élus, chefs d'entreprise et techniciens ont travaillé bénévolement pendant un an pour présenter 21 nouvelles actions. Le Premier ministre doit annoncer ce vendredi un coup de pouce de 20 millions d'euros, un record rapporté au nombre d'habitants : 56.000. Et la reconnaissance d'une aventure humaine et environnementale commencée dans les années 1980, avec le combat de toute une vallée pour la dépollution de la rivière Drôme.

### Révolution verte

La création progressive de Biovallée, à partir de 2005, ambitionnait de faire la révolution verte dans ces 95 communes : devenir autonome en énergie – 100 % d'origine renouvelable –, diviser par deux les déchets, manger bio à 80 % dans la restauration collective... « On espère que ces financements vont nous permettre d'atteindre les objectifs dans les délais fixés, 2030-

2040, qui se sont considérablement rapprochés... », dit l'élu d'Aouste-sur-Sye et dirigeant retraité de Valeo. Car en dehors des 40 % de terres cultivées en agriculture biologique (7 % en France), les progrès vont moins vite que prévu.

Pour devenir territoire à énergie positive, il faut encore diviser par deux la consommation globale et augmenter la production d'énergie verte de 178 GWatt/h à 790. Dwatts, société coopérative en cours de création, reçoit pour cela 8 millions pour investir dans la location de toitures et produire de l'électricité photovoltaïque.

Deuxième plus gros coup de pouce : 32 millions d'euros pour le grossiste en fruits et légumes bio Agrobiodrom. Il va créer un laboratoire de transformation des produits frais afin de multiplier les débouchés pour les agriculteurs. Rodolphe Balz, pionnier de l'aromathérapie et fondateur de Laboratoire Sanoflore (devenu une marque de L'Oréal), proposait une « Grande Bibliothèque de l'Écologie » (retenue). Il a été étonné qu'on lui propose d'ajouter dans les 21 projets sa start-up Débaç'Air, un procédé de purification d'air aux huiles essentielles. Globalement « très surpris de la réactivité du gouvernement à nos idées créatives », il hérite d'un nouvel actionnaire, la Caisse des Dépôts.

Sur la mobilité, l'aide permettra de lancer une application de covoiturage rural gratuit, basé sur la solidarité des habitants, avec des bornes dans les villages. De nombreuses subventions sont destinées à développer divers indicateurs, observatoires, laboratoires... ■

**3,2**

**MILLIONS D'EUROS**  
le coup de pouce pour le grossiste en fruits et légumes bio Agrobiodrom.

## Grand Est : une centaine d'acteurs publics et privés unis pour valoriser la forêt

**Retenu au titre des Territoires d'innovation, le projet « Des forêts et des hommes » vient soutenir l'écosystème forestier riche et fragile du Grand Est. Construction, sylvothérapie, chimie, de nombreux secteurs sont concernés.**

Pascal Braun  
—Correspondante à Metz

Deuxième région forestière de France avec 900.000 hectares boisés et près de 10.000 entreprises employant 55.000 personnes, le Grand Est vit comme une consécration la labellisation « Territoires d'innovation » qu'annoncera le Premier ministre ce vendredi.

Cela devrait lui apporter un budget global, effet levier compris, de 268 millions d'euros. « J'ai rarement vu autant d'interactions entre la recherche-développement, le monde de l'entreprise et le financement des projets », salue André Rossinot, président de la Métropole du Grand Nancy. Porteur juridique du projet « Des hommes et des arbres » (DHEDH) depuis 2017, la collectivité a impliqué dans sa démarche une centaine de partenaires publics et privés, des Vosges alsaciennes et lorraines à la Haute-Marne. La candidature elle-même s'appuie sur un écosystème comprenant grandes écoles, université, industries du bois.

Les 5,6 millions d'euros de subventions escomptés tombent à

point nommé pour soutenir la recherche alors même que deux fleuves récents – les scolytes et la sécheresse – sont venus semer le doute dans une filière en pleine expansion. L'ONF expérimente dans le Grand Est la plantation d'arbres plus résistants au manque d'eau.

### Alimentation des poissons

En revanche, il n'existe à ce jour ni remède, ni prévention pour protéger les espèces des petits coléoptères qui ont causé en moins d'un an autant de dégâts que la tempête Xynthia en 2010. L'afflux de bois sature le marché de troncs parfois abîmés. Le plan de soutien aux scieries et les industries de deuxième transformation devrait permettre

de préserver une partie de la valeur de cette récolte.

Les quelque 20 millions d'euros que la Banque des territoires devrait apporter en quasi-fonds propres aux entreprises retenues permettront aussi d'industrialiser des projets innovants dans le domaine du bois construction. L'École nationale supérieure des technologies et industries du bois travaille, par exemple, sur une charpente en hêtre, un bois jusqu'alors utilisé pour l'emballage. Le potentiel forestier englobe également la chimie. A Golbey, près d'Épinal, la papeterie Norske Skog travaille sur une valorisation des sous-produits forestiers dans l'alimentation des poissons d'élevage. ■